

**PROGRAMME IEV CTF Bassin Maritime Méditerranée**

**2014-2020**

# **Appel à propositions pour projets stratégiques**

**Cahiers des charges pour les Priorités  
retenues**

## TABLE DES MATIÈRES

Objectifs du document .....	3
1. Principales tendances dans la zone de coopération .....	4
1.1 Défis socio-économiques .....	4
1.2 Défis environnementaux .....	5
2. Objectifs Thématiques et Priorités retenus dans le cadre de l'appel .....	7
2.1 Objectif Thématique 1 « Développement des PME et des entreprises » .....	8
2.2 Objectif Thématique 2 « Soutien à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation » .....	10
2.3 Objectif Thématique 3 « Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté » .....	11
2.5 Axes sectoriels potentiels pour les projets relevant des Objectifs Thématiques 1, 2 et 3 .....	12
2.4 Objectif Thématique 4 « Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique » .....	14
2.5.1 Priorité B.4.1 : Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau et encourager l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles .....	14
2.6 Axes sectoriels potentiels pour les projets relevant de l'Objectif Thématique 4 .....	19

## OBJECTIFS DU DOCUMENT

Ce document vise à soutenir la préparation des propositions de projet au titre de l'appel à projets stratégiques, conformément aux attentes des pays participants décrites ci-dessous et relatives aux éléments suivants :

- les défis socio-économiques et environnementaux les plus importants dans la zone de coopération et auxquels le Programme IEV CTF Med pourrait apporter une contribution positive ;
- les secteurs thématiques potentiels dans le cadre des 7 Priorités retenues qui pourraient renforcer l'impact des projets en se concentrant sur les domaines pour lesquels un besoin réel de coopération et d'actions transfrontalières a été relevé ;
- le profil des demandeurs / partenaires potentiels pouvant offrir l'expertise et les compétences les plus appropriées pour mettre en œuvre des projets produisant l'impact escompté dans le cadre des Priorités retenues ;
- les initiatives pertinentes avec lesquelles les projets devraient construire des synergies, en s'appuyant notamment sur les résultats déjà obtenus afin d'amplifier la portée et l'impact des opérations financées.

Ces cahiers des charges doivent être consultés conjointement avec le chapitre 2.4 « Priorités du Programme, résultats attendus et indicateurs pertinents » du Programme Opérationnel Conjoint qui contient le cadre logique à traiter par les demandeurs dans le cadre de chaque Priorité, notamment au regard des résultats attendus et des indicateurs de résultat/réalisation.

Sur la base de la décision du Comité de Suivi Conjoint, les 4 Objectifs Thématiques du Programme (Développement des entreprises et des PME ; Innovation et transfert technologique ; Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté ; Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique) et les 7 Priorités suivantes sont retenus au titre de cet appel à propositions :

- A.1.1 Soutenir les start-ups innovantes et les entreprises récemment créées, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes entrepreneurs ;
- A.1.2 Renforcer et soutenir les réseaux, chaînes de valeur, groupements (*clusters*) et consortiums euro-méditerranéens ;
- A.2.1 Soutenir le transfert technologique et la commercialisation des résultats de la recherche ;
- A.3.1: Fournir aux jeunes, en particulier ceux appartenant à la catégorie des NEETS, des compétences utilisables sur le marché ;
- B.4.1: Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau et encourager l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles ;
- B.4.2: Réduire la production de déchets municipaux, promouvoir le tri sélectif à la source et l'exploitation optimale, notamment de la composante organique ;
- B.4.3: Soutenir les rénovations énergétiques économiquement rentables et innovantes en fonction du type de bâtiment et des zones climatiques, en mettant l'accent sur les bâtiments publics.

# 1. PRINCIPALES TENDANCES DANS LA ZONE DE COOPERATION

## 1.1 Défis socio-économiques

### • Tendances démographiques

La zone de coopération du Programme continue de présenter des tendances démographiques variées sur les deux rives de la Méditerranée<sup>1</sup>. D'une part, dans les Pays Méditerranéens de l'UE (PMUE), l'évolution démographique naturelle joue un rôle de moins en moins important et les facteurs démographiques reflètent les tendances migratoires. Le taux de natalité est systématiquement bas, inférieur au niveau de remplacement (par ex. 1,34 en Espagne et en Italie et 1,92 en France), et l'espérance de vie plus longue : ces deux facteurs ont transformé la pyramide des âges, caractérisée par un âge médian élevé (par exemple, 45,9 ans en Italie). Dans les zones éligibles des Pays Partenaires Méditerranéens (PPM), le taux de croissance démographique a été beaucoup plus élevé au cours des dernières années, atteignant notamment 46% en Jordanie et 28% au Liban. Le taux de natalité reste le principal facteur démographique : le taux de fécondité atteint par exemple 4,1 en Palestine et 3,5 en Égypte. Les PPM sont caractérisés par une croissance des jeunes, avec un âge médian de 22,5 ans en Jordanie et 23,9 ans en Égypte, ce qui signifie que la population et la proportion de la population en âge de travailler continueront de croître au cours des prochaines décennies. Dans la majorité des pays des deux rives de la Méditerranée, la population urbaine augmente plus rapidement que la population totale, bien qu'il existe des variations internes importantes de la densité de la population.

### • Tendances économiques

La relance européenne s'accélère et contribue globalement à une croissance mondiale renforcée, même si la stabilité de cette relance est incertaine. La convergence a toutefois ralenti depuis la crise et les inégalités régionales se sont accrues. Le taux de croissance du PIB dans les PMUE varie de 5,5% à Malte, 3,3% pour l'Espagne, 0,9% pour l'Italie à -0,2% pour la Grèce, tandis que la tendance dans les PPM souligne principalement une croissance positive du PIB, qui devrait se poursuivre grâce à la hausse des investissements publics et aux politiques de stabilisation et de réforme. Au cours des dernières années, le taux de croissance du PIB dans les pays du voisinage sud s'élève à près de 4% en Égypte, Palestine et Israël. La tendance de croissance actuelle n'est cependant pas jugée suffisante pour absorber le nombre élevé de jeunes qui feront leur entrée sur le marché du travail au cours des prochaines décennies : près de 70% de la population en âge de travailler dans les PPM a moins de 30 ans et 2,8 millions de jeunes devraient entrer sur le marché du travail chaque année.<sup>2</sup>

### • Chômage

Le taux de chômage des jeunes est 3 fois plus élevé dans les pays méditerranéens que le taux de chômage des adultes et 21% de la population est classée dans la catégorie dite des NEET (jeunes qui n'ont pas d'emploi, ne suivent pas d'études ni de formation), les taux les plus élevés étant enregistrés en Palestine (33%) et les plus bas (moins de 10%) au Portugal et à Malte. La participation des femmes à l'économie est

<sup>1</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-datasets/-/TPS00199>; <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2177.html>; [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/European\\_Neighbourhood\\_Policy\\_-\\_South\\_-\\_population\\_statistics](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/European_Neighbourhood_Policy_-_South_-_population_statistics); Eurostat 2018 Basic Figures on the European Neighbourhood Policy - South countries; [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=demo\\_r\\_gind3&lang=en](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=demo_r_gind3&lang=en); UNDESA, World Population Prospects The 2018 Revision; World Urbanisation Prospects, 2018; European Commission, Seventh Cohesion Report

<sup>2</sup> IMF, World Economic Outlook Database, April 2018; IMF West Bank and Gaza Report March 2018; World Bank Economic Outlook, 2018, World Bank MENA Economic Monitor April 2018

en moyenne de 37,5% dans les pays méditerranéens mais tend à être plus basse dans les pays du voisinage sud malgré des taux de croissance élevés. Les jeunes et les femmes font face à des défis similaires : manque de travail qualifié, faible taux d'activité, transition difficile du système éducatif au monde du travail, inefficacité et segmentation du marché du travail. La création d'opportunités d'emploi et une croissance inclusive qui conduit à la réduction du chômage des jeunes et des femmes font partie des plus grands défis de la zone du Programme, parallèlement à la nécessité de garantir l'absorption des nouveaux entrants sur le marché du travail<sup>3</sup>.

- **Développement des entreprises et innovation**

La zone de coopération du Programme a besoin de plus de capital humain à vocation entrepreneuriale pour garantir que les MPME (micro, petites et moyennes entreprises) disposent du potentiel nécessaire pour jouer un rôle moteur dans un modèle de croissance économique et d'emploi plus durable et inclusif<sup>4</sup>. Bien que les MPME représentent plus de 90% des entreprises et créent plus de 80% des emplois, il est nécessaire de développer un secteur privé plus dynamique et un environnement commercial plus favorable avec des services de développement adéquats. Les facteurs clés déterminants pour favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat sont les niveaux d'éducation et de formation et l'adéquation des compétences avec les besoins du marché du travail. Les exportations constituent un facteur important de la croissance et de l'innovation, mais opérer à l'international est un défi pour de nombreuses entreprises familiales traditionnelles. Des capacités de gestion limitée et une formation professionnelle parfois insuffisantes entravent les activités internationales et l'engagement des MPME dans les chaînes de valeur mondiales.

Les dépenses en recherche et développement, exprimées en pourcentage du PIB, et les niveaux d'innovation sont généralement faibles dans les pays méditerranéens, ce qui nécessite des politiques publiques qui mettent l'accent sur l'innovation. La participation limitée du secteur privé à la recherche et au développement technologique requiert des efforts supplémentaires pour développer des liens systémiques entre les divers acteurs de l'innovation - science et éducation, secteurs public et privé ainsi que le secteur à but non lucratif - par le biais d'une approche à quadruple ou quintuple hélices impliquant un éventail de parties prenantes le plus large possible. L'interaction entre acteurs publics et privés doit être réorganisée pour stimuler la création et la diffusion des connaissances et répondre aux défis de la croissance par le biais de politiques factuelles<sup>5</sup>.

## 1.2 Défis environnementaux

- **Caractéristiques géomorphiques**

<sup>3</sup> International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, April 2018; ILOstat database; UNDP Regional Bureau for Arab States, 2013

<sup>4</sup> European Commission, Annual Report on SMEs 2016/2017; EU project for ENP South Countries, Enhancement of the Business Environment in the South Mediterranean, Arab Women Entrepreneurs, Report 2017; World Bank MENA Development Report, Opening Doors, Gender Equality and Development in Middle East and North Africa; Eurofound NEETs - Young people not in employment, education or training: Characteristics, costs and policy responses in Europe; ILO Conference on Youth Employment in North Africa (YENA), Geneva, 26-27 September 2017 Reconfirming commitment to youth employment promotion in North Africa – the YENA Roadmap (2017-2022)

<sup>5</sup> MENA-OECD Competitiveness Programme, Programme of Work 2018; Union for the Mediterranean, Declaration on Euro-Mediterranean industrial cooperation 2014; Union for the Mediterranean, Valletta Declaration on Strengthening Euro-Mediterranean Cooperation through Research and Innovation, 2017; INSEAD, Global Innovation Index 2018; World Economic Forum, 2017, The Future of Jobs and Skills in the Middle East and North Africa Preparing the Region for the Fourth Industrial Revolution; PRIMA Joint Programme and Annual Work Programme; World Bank Group, 2018, MENA Economic Outlook, A new Economy for MENA

La mer Méditerranée est l'une des plus grandes des mers semi-fermées au monde et compte environ 480 millions d'habitants en Afrique, en Asie et en Europe (150 millions de personnes vivent dans les régions se trouvant directement sur le littoral). La région présente un paysage diversifié, un environnement marin semi-fermé et une répartition inégale des ressources sur les côtes nord et sud. La Méditerranée constitue un centre d'activités humaines depuis des millénaires et la densité de ses structures de peuplement humain, ses axes de transport et son système fluvial ont fortement impacté l'environnement naturel de la région. Aussi, la mer Méditerranée est constamment exposée à de multiples pressions, agissant simultanément, cumulativement et dans la plupart des cas de façon prolongée<sup>6</sup>.

- **Tendances démographiques et pressions sur l'environnement**

La région est caractérisée par une croissance démographique<sup>7</sup> sur la rive sud et une stabilité ou un léger déclin sur la rive nord. Sur les deux rives, il existe une demande croissante en ressources pour maintenir ou atteindre le style de vie souhaité. L'expansion urbaine, le développement des activités impactant les écosystèmes marins telles que les transports, la pêche, les loisirs, l'exploitation des sources d'énergie renouvelables, l'augmentation de la production de déchets solides, la demande en énergie, la consommation d'eau et les rejets d'eaux usées<sup>8</sup> sont autant de facteurs à prendre en compte pour la mise en place de projets liés à l'environnement en Méditerranée. Un grand nombre de ces activités humaines ne sont pas contrôlées de manière rigoureuse, en particulier dans les PPM. Aussi, l'environnement est sujet à la pollution et à la contamination diffuses et ponctuelles, à des altérations de l'hydrographie, à la détérioration des fonds marins, aux déchets marins, aux nuisances sonores marines, aux espèces envahissantes non autochtones, à la surexploitation des stocks de poisson, aux rejets de nutriments et à l'eutrophisation, à l'occupation des terres et de la mer et à la fragmentation et dégradation de l'habitat, etc.

- **Eau**

**Les ressources en eau** sont inégalement réparties, de plus en plus polluées, les aquifères menacés d'épuisement tandis que les systèmes de distribution d'eau sont parfois inefficaces. Les tendances indiquent que la demande en eau augmentera en raison de la croissance démographique tandis que le changement climatique aura un impact négatif sur la disponibilité de l'eau.

- **Déchets**

Dans de nombreux PPM, la croissance économique est associée à la consommation de ressources et à la production inévitable de déchets. Cela vaut également pour les PMUE, mais dans une moindre mesure. Le type d'activité économique, avec la délocalisation possible d'activités dangereuses des PMUE, où la réglementation est plus contraignante, vers les PPM augmente les risques liés aux déchets industriels. Même lorsqu'une gestion rigoureuse des déchets est mise en place, des effets « rebond » continuent à se développer. L'utilisation des décharges reste la base pour la gestion des déchets dans la région. Le tri et le

<sup>6</sup> Voir interalia UNEP/MAP (2016), Integrated monitoring and assessment programme of the Mediterranean sea and coast and related assessment criteria (IMAP), Athens, UNEP/MAP (2017), Mediterranean Quality Status Report (QSR2017), UNEP/MAP (2017), Monitoring the implementation of the Mediterranean Strategy for Sustainable Development 2016-2025, Athens

<sup>7</sup> Pour tous les indicateurs environnementaux, voir 'World Bank development indicators' (<https://data.worldbank.org/products/wdi>)

<sup>8</sup> Voir Karydis M., Kitsiou D., 2012, Eutrophication and environmental policy in the Mediterranean Sea: a review, Environ Monit Assess (2012) 184:4931–4984, DOI 10.1007/s10661-011-2313-2 or Sánchez-Morales, M., Sabater, F., Muñoz, I., (2018), Effects of urban wastewater on hyporheic habitat and invertebrates in Mediterranean streams, Science of the total environment Vol. 642, (Nov 15, 2018): p. 937-945. DOI:10.1016/j.scitotenv.2018.06.132

traitement des déchets (ménagers) sont souvent inefficaces et fragmentés. Les déchets organiques représentent une fraction importante dans les pays méditerranéens (en particulier dans les zones urbaines) et ils ne sont pas systématiquement collectés/éliminés séparément.

- **Energie**

La demande en énergie augmente dans la région méditerranéenne en raison de la croissance démographique, de l'évolution des modes de vie (par exemple, le développement des résidences secondaires), de l'expansion urbaine et du changement climatique. Ce dernier rend les besoins en climatisation plus importants. Le parc immobilier est vétuste et est caractérisé par une mauvaise performance en matière d'efficacité énergétique passive et active. Le potentiel de production d'énergies renouvelables et en matière d'efficacité énergétique n'est pas encore pleinement exploité.

- **Zones côtières**

Enfin, la région méditerranéenne et en particulier les zones côtières sont sévèrement touchées par des phénomènes climatiques extrêmes (par exemple, les ondes de tempête)<sup>9</sup>, ainsi que par des pressions anthropiques (notamment le développement foncier incontrôlé sur le littoral), entraînant une vulnérabilité croissante. Cependant, il existe actuellement peu de connaissances sur la manière dont les zones côtières de la région méditerranéenne pourraient évoluer sous les effets du changement climatique. Aussi, il est nécessaire de développer des méthodologies permettant d'évaluer les vulnérabilités et les risques qui en résultent.

- **Cadre politique environnementale et obligations**

Les obligations découlant du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM), de la Convention de Barcelone et du Plan d'action pour la mise en œuvre du Protocole sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) pour la Méditerranée (2011) sont assez claires. L'UE a également intégré les principes de la GIZC dans son système juridique et a fortement encouragé la gouvernance marine par le biais de la directive-cadre sur la planification de l'espace marin et de la directive-cadre sur la stratégie pour le milieu marin<sup>10</sup>.

## **2. OBJECTIFS THEMATIQUES ET PRIORITES RETENUS DANS LE CADRE DE L'APPEL**

Suite à la décision du Comité de Suivi Conjoint (CSC), cet appel à projets stratégiques aborde les 4 Objectifs Thématiques et 7 des 11 Priorités du Programme. Une proposition de projet doit porter sur un seul Objectif Thématique et une seule Priorité.

Les propositions de projet devraient être élaborées sur la base des objectifs et des secteurs de coopération potentiels décrits ci-après. Dans la mesure du possible, les propositions de projet devraient indiquer comment et dans quelle mesure elles entendent créer des synergies avec les initiatives identifiées pour chaque Priorité.

---

<sup>9</sup> Voir aussi UNEP/MAP (2017), Regional Climate Change Adaptation Framework for the Mediterranean Marine and Coastal Areas, Athens, Greece - See Satta, A., Puddu, M., Venturini, S., Giupponi, C., (2017), Assessment of coastal risks to climate change related impacts at the regional scale: The case of the Mediterranean region, International Journal of Disaster Risk Reduction, Volume 24, September 2017, Pages 284-296

<sup>10</sup> Voir aussi European Environment Agency, (2014), Horizon 2020 Mediterranean report, Toward shared environmental information systems, EEA-UNEP/MAP joint report, Copenhagen



## **2.1 Objectif Thématique 1 « Développement des PME et des entreprises »**

### **2.1.1 Priorité A.1.1 : Soutenir les start-ups innovantes et les entreprises récemment créées**

Un secteur privé dynamique, doté d'un capital humain innovant et à vocation entrepreneuriale, est nécessaire afin de créer des opportunités d'emploi et une croissance qui facilite l'absorption du nombre élevé de nouveaux arrivants sur le marché du travail dans l'espace du Programme. Par ailleurs, un environnement commercial favorable, doté de services de développement adéquats, peut encourager la création et la croissance des MPME notamment grâce à : l'amélioration des politiques d'éducation et de formation et leur adéquation par rapport aux besoins du marché du travail ; le soutien aux activités internationales, en particulier les exportations et la participation aux chaînes de valeur mondiales ; l'accès facilité au financement. Une approche plus systémique de la promotion de la participation économique des jeunes et des femmes par la création de jeunes entreprises innovantes devrait contribuer à un modèle de croissance plus durable et inclusif.

Les activités financées dans le cadre de cet appel devraient viser à :

- augmenter la part des nouvelles entreprises innovantes gérées par des jeunes et des femmes, ainsi que leur croissance et leur développement ;
- soutenir l'entrepreneuriat et les idées innovantes menant à la réalisation de nouveaux produits et services, à l'accès à de nouveaux marchés, à la hausse des exportations ou à la création de relations / partenariats commerciaux transnationaux ;
- accroître les opérations et les ventes transfrontalières / internationales des jeunes entreprises et des MPME ;  
augmenter les opportunités de formation professionnelle ainsi que les niveaux de compétences des entreprises récemment créées et des MPME avec des jeunes / femmes accédant à des postes de direction ;
- améliorer l'accès au financement et développer des programmes ou des actions spécifiques pour renforcer le secteur des MPME et les jeunes entrepreneurs ou fournir des services d'accompagnement spécialisés ;
- améliorer et faciliter l'accès des jeunes et des femmes entrepreneurs aux dispositifs en matière de droits de propriété intellectuelle et de commercialisation.

Les projets devraient décrire comment ils s'appuient sur et complètent des initiatives existantes et récentes, en particulier les projets pertinents financés par le Programme IEVP CT Med 2007-2013 et les projets approuvés dans le cadre du premier appel du Programme IEV CTF Med 2014-2020<sup>11</sup>. Les instruments financiers de l'UE tels que le programme Horizon 2020 et COSME mettent l'accent sur le soutien aux entrepreneurs et aux réseaux / clusters innovants. De même, l'initiative phare intersectorielle MED4Jobs de l'Union pour la Méditerranée (UpM) encourage la création d'emplois et soutient le développement des PME dans le cadre d'une approche régionale intégrée dans les PPM. L'autonomisation économique des femmes, les PME, l'entrepreneuriat, la mobilisation du secteur privé et le dialogue social sont également des domaines d'intervention du programme de compétitivité MENA-OCDE, qui soutient le

---

<sup>11</sup> En fonction des informations disponibles compte tenu que le processus de signature des contrats de subvention est en cours.



développement du secteur privé et l'entrepreneuriat en tant que moteurs de la croissance inclusive et de l'emploi dans la région MENA.

Les activités des projets devraient notamment s'appuyer sur les travaux de l'OCDE-MENA ou s'en inspirer, en recensant les bonnes pratiques en matière de représentation du secteur privé et de dialogue public-privé, ainsi que sur des initiatives comme celle intitulée « Promouvoir l'autonomisation des femmes pour un développement industriel inclusif et durable dans la région MENA » conduite par l'UpM et l'ONUDI. D'autres initiatives pertinentes, notamment EUROMED INVEST, les projets financés par INTERREG tels que EMBRACE<sup>12</sup>, FinMED<sup>13</sup>, Proyecto EFES<sup>14</sup>, ainsi que des programmes financés par le Fonds Newton, USAID, la Banque mondiale et l'Agence française de développement devraient être pris en compte. Les politiques nationales et dispositifs au niveau national, y compris celles cofinancées par l'UE, telles que RESTART 2016-2020 et IRADA, devraient également être considérées.

Les demandeurs et partenaires potentiels incluent : les pôles d'affaires / les organismes d'accompagnement aux entreprises ; les chambres de commerce / les associations d'entreprises ; les administrations publiques ; les bureaux de transfert technologique ; les accélérateurs / incubateurs d'entreprises ; les universités / les centres de recherche ; les parcs scientifiques et les agences de développement territorial et d'investissement.

### **2.1.2 Priorité A.1.2 : Renforcer et soutenir les réseaux, chaînes de valeur, groupements (*clusters*) et consortiums euro-méditerranéens**

Le potentiel des MPME en tant que moteurs de la croissance économique en Méditerranée peut être renforcé par une coordination et une collaboration technique accrues entre les acteurs institutionnels et économiques et grâce à des partenariats transfrontaliers entre entreprises, en particulier les clusters, consortiums, réseaux et chaînes de valeur euro-méditerranéens. Il est possible de relever le défi de la mondialisation et de la concurrence sur les marchés internationaux grâce à la création de partenariats stratégiques et synergiques entre MPME, en incluant, dans la mesure du possible, d'autres acteurs de l'innovation. Ces partenariats devraient s'appuyer sur des atouts et des spécialisations complémentaires et déboucher sur le développement d'une culture entrepreneuriale et d'un écosystème commercial propice à l'innovation, favorisant ainsi le développement de nouvelles chaînes de valeur commerciales.

Les activités financées dans le cadre de cet appel devraient viser à :

- établir et renforcer les associations de MPME ;
- accroître la participation des MPME aux réseaux, partenariats, clusters et chaînes de valeur transfrontaliers / transnationaux ;
- renforcer les possibilités de croissance, d'exportation, de création et d'investissement des entreprises grâce à un soutien aux entreprises pour augmenter la compétitivité et le potentiel d'innovation, ouvrir de nouveaux marchés grâce à de nouveaux produits et services.

<sup>12</sup> 'European Med-clusters Boosting Remunerative Agro-Wine Circular Economy' (financé par le Programme Interreg Med)

<sup>13</sup> 'Boosting the financing of innovation for green growth sectors through innovative clusters services in the MED' (financé par le Programme INTERREG MED)

<sup>14</sup> 'Cross-border Ecosystem for the promotion of entrepreneurship and social economy in Europe' (financé par le Programme INTERREG Espagne-Portugal – POCTEP)

Les projets devraient décrire comment ils s'appuient sur et complètent des initiatives existantes et récentes, en particulier les projets pertinents financés par le Programme IEV CT Med 2007-2013 et les projets approuvés dans le cadre du premier appel du Programme IEV CTF Med 2014-2020. Certaines initiatives telles que le programme Horizon 2020, ESBO MED<sup>15</sup>, USAID SEED<sup>16</sup> et BlueMed<sup>17</sup> soutiennent les entrepreneurs et les réseaux/clusters innovants. D'autres initiatives pertinentes telles que le Réseau méditerranéen de partenariats d'innovation pour l'entrepreneuriat des jeunes et le transfert de technologie dans le secteur agroalimentaire<sup>18</sup>, le Partenariat pour la Recherche et l'Innovation dans la région méditerranéenne (PRIMA), ARIMNET2<sup>19</sup>, le 'Blue Bioeconomy Co-Fund'<sup>20</sup>, MARTERA<sup>21</sup>, et des projets INTERREG tels que FOODING<sup>22</sup>, FILA, INCUBA<sup>23</sup> EMBRACE, FinMED, et CREATIVE CAMPS - Cross-over HUBS<sup>24</sup> ainsi que politiques et les dispositifs au niveau national devraient également être pris en compte.

Les demandeurs et partenaires potentiels incluent : les acteurs du monde des affaires / les pôles d'affaires ; les associations d'entreprises, les organismes d'accompagnement aux entreprises ; les partenariats transfrontaliers d'entreprises, de clusters, de réseaux et de chaînes de valeur ; les administrations publiques, les partenariats public-privé ; les organismes à but non lucratif.

## **2.2 Objectif Thématique 2 « Soutien à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation »**

### **2.1.1 Priorité A.2.1 Soutenir le transfert technologique et la commercialisation des résultats de la recherche**

La croissance fondée sur l'innovation doit être une priorité dans l'espace du Programme afin d'assurer un développement économique compétitif et inclusif. Les approches doivent être intégrées et impliquer le plus grand nombre possible de parties prenantes (sciences et éducation, secteurs public et privé et secteur à but non lucratif) dans une « société de l'apprentissage » innovante et collaborative, qui stimule la création et la diffusion des connaissances et répond aux défis de la société à travers des politiques fondées sur des données factuelles. L'amélioration des capacités de recherche au niveau transfrontalier ainsi que la coopération et la mobilité des jeunes innovateurs et chercheurs contribueront à créer des conditions favorables et stables pour l'innovation grâce à la mise en commun des ressources financières et intellectuelles. Le développement fondé sur la connaissance devrait s'appuyer sur des innovations et des technologies adaptées au contexte méditerranéen, en tenant compte de ses atouts et des profils industriels variés.

Les activités financées dans le cadre de cet appel devraient viser à :

<sup>15</sup> <https://www.euneighbours.eu/en/south/stay-informed/projects/ebsomed-enhancing-business-support-organizations-and-business-networks>

<sup>16</sup> <https://www.usaid.gov/egypt/fact-sheets/strengthening-entrepreneurship-and-enterprise-development-seed>

<sup>17</sup> <http://www.blumed-initiative.eu/>

<sup>18</sup> <http://mip.iamb>

<sup>19</sup> Coordination of Agricultural Research in the Mediterranean Area, an ERA-NET Action financed by the European Union under the Seventh Framework Programme for research, technological development and demonstration.

<sup>20</sup> Dispositif de financement coordonné de R&D pour renforcer la place de l'Europe en matière d'économie bleue : <https://bluebioeconomy.eu/>

<sup>21</sup> Maritime and Marine Technologies for a new era

<sup>22</sup> <http://www.foodingproject.org/>

<sup>23</sup> Cross-border Agri-food Incubators funded under INTERREG Greece Italy.

<sup>24</sup> Developing cross-innovation between agro-food and creative enterprises, funded under the Greece Italy programme.

- faciliter et promouvoir le transfert de technologies au niveau transfrontalier entre les instituts de recherche, l'industrie et les PME dans le domaine des technologies propres / vertes et des technologies clés génériques ;
- créer des living labs transfrontaliers pour la R&D et le transfert de technologies, ainsi que l'identification de solutions technologiques innovantes grâce à la collaboration entre les secteurs de la recherche, de l'industrie et des PME ;
- encourager et faciliter la création de spin-offs, en particulier les structures en capacité d'opérer sur une base transfrontalière ;
- accroître et renforcer la collaboration entre les universités et les entreprises grâce à la conclusion d'accords, à l'identification de nouveaux domaines d'activité et de formations communes, ainsi qu'au développement des co-publications ;
- développer de nouveaux produits et services destinés à être commercialisés et accroître les possibilités de commercialisation des produits issus de la recherche ;
- soutenir la numérisation de l'industrie et le développement dans le domaine des TIC, notamment les blockchain, l'internet des objets, la cyber-sécurité, l'intelligence artificielle, le machine learning, les bases de données autonomes, les big data.

Les projets devraient décrire comment ils s'appuient sur et complètent des initiatives existantes et récentes, en particulier les projets pertinents financés par le Programme IEVP CT Med 2007-2013 et les projets approuvés dans le cadre du premier appel du Programme IEV CTF Med 2014-2020. Par ailleurs, l'agenda politique en matière de recherche de l'Union pour la Méditerranée (UpM), le Partenariat pour la Recherche et l'Innovation dans la région méditerranéenne (PRIMA), l'espace européen de la recherche pour le Voisinage et le dialogue 5 + 5, ainsi qu'avec des initiatives telles que le Blue Bio-economy Co-Fund, ERANETMED,<sup>25</sup> le programme Horizon 2020 et des initiatives financées par INTERREG comme 'MED Public Procurement of Innovation (Interreg MED)', PROteus<sup>26</sup> et MarTERA devraient être pris en compte. Les dispositifs et politiques au niveau national devraient également être considérés, notamment les initiatives financées dans le cadre de RESTART 2016-2020.

Les demandeurs et les acteurs potentiels incluent : les universités, les centres de recherche, les parcs scientifiques et les technopoles ; les agences pour l'innovation, les chambres de commerce ; les administrations publiques ; les organismes à but non lucratif ; les entreprises innovantes et les agences nationales de la recherche.

## **2.3 Objectif Thématique 3 « Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté »**

### **2.3.1 Priorité A.3.1 Fournir aux jeunes, en particulier à ceux appartenant à la catégorie des NEETS, et aux femmes des compétences utilisables sur le marché**

Il est nécessaire de mettre l'accent sur la croissance économique inclusive, la diversification des perspectives d'emploi et la réduction du manque de travail pour que les générations futures puissent participer pleinement à la société. A cet effet, des approches individualisées et flexibles pour associer les

<sup>25</sup> <https://www.era-learn.eu/network-information/networks/erantetmed>

<sup>26</sup> Promoting security and safety by creating a MED cluster on maritime surveillance (Interreg MED)

couches de la population menacées de pauvreté et difficiles à atteindre, telles que les jeunes sans emploi ou les NEETS (jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études ni en formation) et les femmes, doivent être développées. Ces groupes souffrent en général des problèmes suivants : faible niveau d'éducation, opportunités d'emploi limitées, inadéquation entre leurs compétences et les exigences du marché du travail, transition difficile des systèmes éducatifs vers le monde du travail. L'intégration entre le secteur de l'éducation, la formation technique et professionnelle (EFTP) et l'orientation professionnelle devrait déboucher sur la mise au point d'approches qui incluent le tutorat, le soutien spécialisé à la recherche d'emploi, la promotion de l'entrepreneuriat, les formations individualisées et les stages professionnels.

Les activités financées, qui ne relèvent pas d'un secteur spécifique contrairement aux autres Priorités de l'appel, devraient viser à :

- améliorer l'employabilité des femmes et des jeunes et contribuer à ce que ces derniers atteignent des résultats positifs tels que l'obtention d'un diplôme et l'entrée sur le marché du travail ;
- améliorer les services d'aide à l'emploi pour les femmes et les jeunes grâce à l'introduction d'outils innovants, d'une formation ciblée, des dispositifs de *coaching* et de mentorat, notamment grâce à l'implication des pouvoirs publics ;
- établir des initiatives et des accords entre le secteur EFTP et le secteur privé afin d'harmoniser les compétences et les formations avec les exigences du marché du travail et améliorer les dispositifs de transition étude-travail ;
- accroître le nombre d'actions d'inclusion sociale et de réseaux établis par des femmes et des jeunes.

Les projets devraient décrire comment ils s'appuient sur et complètent des initiatives existantes et récentes, en particulier les projets pertinents financés par le Programme IEVP CT Med 2007-2013 et les projets approuvés dans le cadre du premier appel du Programme IEV CTF Med 2014-2020. Par ailleurs, des initiatives telles que Yeneis<sup>27</sup>, le programme ERASMUS +, Compétences pour l'emploi et l'inclusion sociale (initiative 'SKILLS'<sup>28</sup> menée par l'Organisation Internationale du Travail), l'Initiative pour l'emploi des jeunes et la Garantie pour la jeunesse, COSME, Horizon 2020 et la Programme de compétitivité MENA-OCDE devraient être prises en compte.

Les demandeurs et les partenaires potentiels incluent : les services d'aide à l'emploi, les organismes liés à l'enseignement et à la formation technique et professionnelle ; les institutions publiques ; les associations d'entreprises ; les acteurs et réseaux en matière d'inclusion sociale ; les organismes de la société civile.

## 2.5 Axes sectoriels potentiels pour les projets relevant des Objectifs Thématiques 1, 2 et 3

**Dans le cadre de toutes les Priorités :**

L'accent mis sur les **énergies renouvelables** et les **technologies propres** répond au fait que les besoins en énergie augmentent de plus en plus les inégalités et que les pays méditerranéens doivent développer des technologies propres pour faire face à la demande croissante en énergie. L'espace de coopération dispose du plus grand potentiel au monde pour développer des solutions fondées sur les énergies renouvelables à long terme. Les actions devraient déboucher sur la création d'emplois, d'entreprises et de chaînes de valeur

<sup>27</sup> Réseau d'emploi pour les jeunes en matière de durabilité énergétique dans les îles

<sup>28</sup> <http://www.ilo.org/skills/areas/skills-for-youth-employment/lang--fr/index.htm>

dans **l'économie verte et bleue**, sur la base d'innovations et de technologies susceptibles de jouer un rôle dans l'amélioration de la compétitivité, l'autonomisation économique, la diversification et la sécurité de l'approvisionnement en énergie. La collaboration dans le domaine des technologies propres devrait être plus largement axée sur les perspectives de renforcement de l'innovation et de la durabilité environnementale grâce à de nouveaux procédés, produits ou services qui réduisent les impacts négatifs sur l'environnement grâce à une utilisation durable des ressources.

L'amélioration de l'accès aux **technologies de l'information et la communication (TIC)** et l'utilisation de ces technologies devrait accroître l'innovation et la productivité, ainsi que la compétitivité des entreprises et des territoires. Les actions devraient aboutir à la diffusion, au développement et à l'innovation dans le domaine des TIC, notamment par le biais de la mise en place de plates-formes en ligne proposant de nouveaux services qui permettent de stimuler le potentiel d'innovation des PME et encouragent l'utilisation de solutions technologiques innovantes. Le développement de services numériques, d'outils et de solutions TIC devrait soutenir la collaboration au niveau transfrontalier, ainsi que le développement d'une économie numérique intégrée dans un espace euro-méditerranéen interconnecté.

#### **Dans le cadre des Priorités A.1.1 et A.1.2 uniquement :**

Les **industries créatives** peuvent jouer un rôle moteur dans la croissance économique, l'innovation, l'entrepreneuriat et la création d'emplois. La coopération devrait promouvoir les jeunes entreprises et leur internationalisation, la participation économique des jeunes et des femmes, permettre le développement transnational des activités, des compétences et du savoir-faire et avoir un impact commercial sur la création de nouveaux produits, services, expériences ou solutions.

L'appel couvre également des projets qui identifient, développent et testent des **solutions innovantes pour le développement urbain** en reconnaissance du rôle important des zones urbaines en Méditerranée, compte tenu des taux de croissance de la population urbaine, de leur rôle de moteur de la croissance économique et de leur impact sur l'environnement et le climat. La coopération devrait permettre d'élaborer des solutions technologiques relatives à la conception, à la construction et au fonctionnement des villes (par exemple autour de la mobilité, de la construction, des espaces publics) afin de réduire la pollution, d'optimiser l'utilisation des ressources, de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie et de répondre aux besoins, non seulement de la population urbaine mais aussi de l'arrière-pays. Les projets devraient être basés sur des approches participatives ascendantes qui démontrent des niveaux élevés d'innovation et de participation des jeunes et des femmes.

Le secteur du **tourisme** en Méditerranée présente une diversité considérable et se caractérise par une prédominance des PME. Les priorités pour le secteur comprennent l'amélioration de son empreinte carbone et des services de développement des entreprises, l'amélioration des compétences, le soutien à la création d'entreprises innovantes, ainsi que la promotion de nouveaux produits ou services touristiques transnationaux et des synergies permettant l'internationalisation des PME du secteur touristique. Les projets doivent être fortement axés sur le patrimoine culturel, la protection de l'environnement et les questions de durabilité, ainsi que sur la promotion de l'employabilité et la participation économique des jeunes et des femmes.

La fabrication et l'exportation de **textile** constituent un secteur prioritaire dans la région, la valeur des échanges atteignant 35 milliards d'euros par an. Cependant, il est nécessaire de développer ce secteur pour en faire une industrie plus compétitive, à valeur ajoutée, innovante et fondée sur la connaissance avec de meilleurs emplois, et donc se concentrer sur les aspects innovants et créatifs des industries du textile et du vêtement. La coopération devrait être axée sur les aspects technologiques, la recherche et le

développement, la formation et l'entrepreneuriat, ainsi que sur la promotion de l'employabilité et de la participation économique des jeunes et des femmes.

L'**agroalimentaire** est un secteur stratégique en Méditerranée, caractérisé par une croissance démographique rapide et une évolution des modes de consommation entraînant une augmentation des importations de produits alimentaires et une détérioration de la sécurité alimentaire. Le secteur joue un rôle important dans le développement territorial et l'emploi rural, tandis que son impact sur des ressources naturelles parfois rares doit être amélioré.

## **2.4 Objectif Thématique 4 « Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique »**

### **2.5.1 Priorité B.4.1 : Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau et encourager l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles**

L'eau reste l'un des principaux problèmes environnementaux dans l'espace du Programme en termes de qualité et de quantité, de disponibilité régionale, d'utilisation efficace et de réutilisation. La demande en eau de qualité, adaptée à un usage humain et agricole, va augmenter tandis que le changement climatique pèsera lourdement sur les ressources disponibles. Les évolutions possibles affecteront aussi bien les pouvoirs publics, les entreprises que les citoyens.

Le cycle de l'eau, qui englobe les différentes étapes comprises entre le captage de la ressource et son utilisation finale (et éventuellement sa réutilisation), peut être associé aux actions suivantes :

- **Protection des ressources en eau existantes** : les ressources en eau sont rares dans la région et doivent être protégées de la surexploitation et de la salinisation. Si des dommages sont déjà survenus, des actions de restauration sont nécessaires.
- **Exploitation de sources non conventionnelles** : l'approvisionnement en eau repose généralement sur l'exploitation, et souvent la dégradation des aquifères. Des sources alternatives telles que la récupération de l'eau de pluie ou de l'eau contenue dans les rosées, le dessalement et d'autres méthodes peuvent être utilisées afin de disposer d'alternatives dans le système d'approvisionnement et ainsi réduire la pression sur les aquifères. Un autre aspect est l'approvisionnement en eau des communautés qui ne sont pas raccordées au réseau d'alimentation principal pour des raisons d'éloignement ou pour d'autres raisons, lorsque le raccordement est trop coûteux ou impossible.
- **Assurer un transport efficace de l'eau** : l'une des lacunes majeures de la gestion de l'eau dans la région est l'état du système de transport de l'eau de la source à l'utilisateur final. Des infrastructures vétustes, une conception obsolète ou simplement l'évaporation entraînent d'énormes fuites dans le réseau.
- **Assurer une gestion efficace de l'eau** : la gestion de l'eau englobe un grand nombre de questions, à commencer par la prévision de la demande (par exemple, par l'intégration de systèmes d'information météorologique), l'approvisionnement (par exemple, la gestion des pics saisonniers dans les zones touristiques), le traitement et le stockage de l'eau, ou la définition d'une politique de prix permettant une sensibilisation adéquate des utilisateurs finaux. Les approches en matière de gestion de l'eau dépendent également du secteur concerné. L'agriculture, les zones touristiques, les industries et les zones résidentielles ont des besoins différents en termes de quantité, de qualité et de délai d'approvisionnement en eau et doivent être traités individuellement.



- **Garantir une utilisation efficace de l'eau** : sans l'existence de dispositions appropriées permettant une utilisation efficace, tous les efforts mis en place aux étapes précédentes peuvent être anéantis par l'utilisateur final. Ces dispositions comprennent des aspects techniques tels que le calcul exact de la consommation, des innovations techniques telles que l'irrigation goutte-à-goutte, l'agriculture de précision ou des dispositifs réduisant le gaspillage dans les foyers, des questions liées aux habitudes des consommateurs telles que la tarification et les primes/amendes ainsi que des actions d'information et de sensibilisation.
- **Assurer le recyclage et la réutilisation de l'eau** : dans cette dernière étape, les eaux usées, actuellement rejetées dans les masses d'eau adjacentes ou dans la mer, doivent être collectées, traitées et réintroduites dans le système d'approvisionnement, généralement à d'autres fins (par exemple, les eaux grises résidentielles pour des utilisations agricoles ou arboricoles). Cette étape requiert des actions techniques, des innovations organisationnelles, notamment en ce qui concerne l'élaboration de normes et des accords, mais également des initiatives de sensibilisation visant à en accroître l'acceptation.

Les activités à financer dans le cadre de cet appel peuvent être liées à une ou plusieurs étapes décrites ci-dessus et devraient concerner :

- les questions **techniques** (principalement l'adaptation et le renforcement des méthodes existantes par rapport aux besoins et capacités au niveau local, mais aussi des actions innovantes) ;
- les questions d'**organisation** (liées à la gestion, au financement et au recouvrement des coûts des infrastructures et aux habitudes des consommateurs) ;
- les questions **institutionnelles** (liées à la gouvernance efficace multi-niveaux et transfrontalière, par exemple au niveau de la zone de captage, mais également à la tarification de l'eau et à l'adaptation au changement climatique) ;
- les questions de **sensibilisation et de formation** (liées à l'exigence d'utiliser l'eau de manière efficace, à la promotion d'une culture basée sur les besoins réels et, enfin, à l'utilisation d'eau provenant de sources non conventionnelles et au recyclage).

Les projets devraient décrire comment ils s'appuient sur et complètent des initiatives existantes et récentes, en particulier les projets pertinents financés par le Programme IEVP CT Med 2007-2013 et les projets approuvés dans le cadre du premier appel du Programme IEVP CTF Med 2014-2020. Par ailleurs, les initiatives internationales d'organismes tels que le Partenariat mondial pour l'eau (<https://www.gwp.org/>), l'Association internationale de l'eau <http://www.iwa-network.org/>), l'Union pour la Méditerranée, etc., devraient être prises en compte. Le Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau (SEMIDE - [www.semide.net](http://www.semide.net)) propose un catalogue complet d'initiatives qu'il convient de consulter. Ces initiatives internationales sont complétées par des plans de gestion des bassins versants des autorités nationales liés à la directive-cadre sur l'eau de l'UE et par d'autres programmes et stratégies nationales ou régionales telles que les fonds européens structurels d'investissements (FESI), les stratégies de spécialisation intelligente, Horizon 2020, les programmes Interreg de coopération territoriale européenne, ainsi que d'autres initiatives conduites par les bailleurs de fonds (notamment le PNUD, USAID, GIZ, etc.).

Les demandeurs et partenaires potentiels incluent : les prestataires de services et les régies publiques ; les institutions chargées du développement et de l'installation d'infrastructures « software » et « hardware » ; les instituts de recherche et scientifiques ; les autorités régionales et nationales chargées de la



réglementation du secteur ; les organismes chargés de la formation et de l'éducation et les organisations de la société civile (par exemple, les ONG environnementales).

### **2.5.2 Priorité B.4.2 Réduire la production de déchets municipaux, promouvoir le tri sélectif à la source et l'exploitation optimale, notamment de la composante organique**

L'intensification des activités humaines, l'expansion et l'étalement urbains, la croissance économique et démographique dans la zone du Programme (en particulier sur la côte sud) et les modes de vie actuels, constituent autant de facteurs qui ont entraîné une augmentation de la production relative et absolue de déchets.

En parallèle, on observe un basculement des modes de production des déchets des États membres de l'UE vers les PPM. Dans ces derniers, la croissance économique est (encore) liée à la consommation de ressources et à l'inévitable production de déchets, ce qui s'applique également aux États membres de l'UE, mais dans une moindre mesure. Certaines activités industrielles à risque, très réglementées dans les États membres de l'UE, ont été progressivement transférées vers les PPM, ce qui entraîne une augmentation des déchets industriels ou dangereux qui se retrouvent souvent mélangés avec les ordures ménagères. Les sites d'enfouissement et un tri à la source plutôt limité sont toujours prédominants dans la région méditerranéenne.

Les déchets organiques représentent une fraction importante, souvent non séparée, dans les pays méditerranéens. En raison d'une teneur en eau élevée, le transport de ces déchets est complexe et encombrant. Le stockage en décharge pose également problème, en particulier lorsque les déchets organiques sont mélangés à des déchets municipaux dangereux (notamment en raison des problèmes de ruissellement).

La gestion des déchets suit les étapes d'un cycle complet, en particulier consommation, ramassage, transport, traitement, récupération, recyclage et élimination finale. L'objectif principal est de réduire la masse globale des déchets à éliminer en mettant en place des démarches de réduction, de réutilisation et de recyclage, à savoir :

- réduction de la consommation et donc de la production de déchets au niveau des ménages et des entreprises grâce à l'adoption de modes de vie respectueux de l'environnement, à l'élimination des emballages à usage unique, à l'introduction de récipients réutilisables, etc.
- tri des déchets et recyclage à la source ou au niveau de la transformation des produits. Le tri à la source est préférable mais plus difficile à mettre en œuvre, en particulier dans les zones urbaines denses ne disposant pas des infrastructures nécessaires pour imposer des normes strictes aux citoyens et aux entreprises.
- élimination écologique des déchets en minimisant la charge et la concentration en matières dangereuses.

Les activités à financer dans le cadre de cet appel peuvent être liées à une ou plusieurs de ces étapes et peuvent notamment concerner :

- les aspects techniques : les technologies de collecte et de tri des déchets existent et ont largement été testées. Le défi en Méditerranée réside dans l'adaptation des méthodes existantes aux besoins locaux, le transfert de connaissances et le développement des compétences, en particulier dans le contexte des contraintes économiques que connaissent de nombreuses autorités municipales. Les déchets

organiques posent un défi spécifique en raison de leur quantité et des conditions climatiques dans la région méditerranéenne.

- les questions d'organisation liées à la gestion, au financement et au recouvrement des coûts des infrastructures de traitement des déchets et au suivi des modèles de production des déchets. Un autre élément important est le besoin de passer d'un modèle basé sur le ramassage et l'élimination à un système de gestion du cycle de vie des déchets qui requiert de nouvelles capacités de planification, de gestion et d'exploitation. De tels systèmes de gestion nécessitent généralement des formes de coopération institutionnalisées entre les municipalités.
- les aspects institutionnels liés à une gouvernance multi-niveaux et transfrontalière, dans la mesure où la gestion efficace des déchets dépasse les limites administratives des autorités municipales et nécessitent des plans régionaux. Un aspect de la gestion des déchets qui requiert une attention toute particulière est l'identification de sites d'élimination et d'incinération des déchets et donc la mise en place d'accords de compensation entre municipalités.
- les aspects de sensibilisation et de formation liés à la réduction de la consommation, à la réutilisation des matériaux, au tri sélectif et éventuellement à l'utilisation des déchets organiques au niveau des ménages.

Les projets devraient décrire comment ils s'appuient sur et complètent des initiatives existantes et récentes, en particulier les projets pertinents financés par le Programme IEVP CT Med 2007-2013 et les projets approuvés dans le cadre du premier appel du Programme IEVP CTF Med 2014-2020. Par ailleurs, la directive-cadre sur les déchets<sup>29</sup>, la stratégie européenne sur les déchets plastiques<sup>30</sup>, les programmes financés par les Fonds structurels et d'investissement européens (FESI), le programme Horizon 2020, les programmes Interreg de coopération territoriale européenne, et d'autres initiatives conduites par les bailleurs de fonds (notamment le PNUD, USAID, GIZ, etc.) devraient être pris en compte.

Les demandeurs et partenaires potentiels incluent : les prestataires de services et les régies publiques ; les institutions chargées du développement et de l'installation d'infrastructures « software » et « hardware » ; les instituts de recherche et scientifiques ; les représentants des industries en amont et en aval liées respectivement à la réduction de la production de déchets et à l'utilisation des produits issus du recyclage des déchets ; les autorités régionales et nationales chargées de la réglementation du secteur ; les organismes chargés de la formation et de l'éducation et les organisations de la société civile (par exemple, les ONG environnementales).

### **Priorité B.4.3 Soutenir les rénovations énergétiques économiquement rentables et innovantes en fonction du type de bâtiment et des zones climatiques, en mettant l'accent sur les bâtiments publics**

La demande en énergie augmente dans la région en raison de la croissance démographique, de l'évolution des modes de vie (par exemple, le développement des résidences secondaires), de l'expansion urbaine et du changement climatique (la climatisation passe d'un produit de luxe à une nécessité). Le secteur du bâtiment est un grand consommateur d'énergie. Le parc immobilier est vétuste et est caractérisé par de mauvaises performances en matière d'efficacité énergétique passive et active.

<sup>29</sup> [https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:9a09e84c-9005-4bed-ae42-8d1638b55d9f.0007.02/DOC\\_79&format=PDF](https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:9a09e84c-9005-4bed-ae42-8d1638b55d9f.0007.02/DOC_79&format=PDF)

<sup>30</sup> <http://ec.europa.eu/environment/circular-economy/pdf/plastics-strategy.pdf>

Les technologies de rénovation énergétique et d'efficacité énergétique sont bien développées. Cependant, l'accent est mis sur les mesures actives (liées à la climatisation, aux pompes à chaleur, etc.), qui, même si elles sont moins énergivores que les méthodes conventionnelles, nécessitent toujours une quantité d'énergie importante en valeur absolue.

L'espace de coopération du Programme est également caractérisé par une longue tradition en matière de mesures passives (liées à la protection solaire, à l'isolation, aux patios, à la ventilation naturelle) pour réduire la charge thermique à l'intérieur des bâtiments. Ces mesures passives sont des technologies moins énergivores pour les bâtiments et sont souvent négligées.

Les rénovations énergétiques rentables et innovantes englobent à la fois des mesures passives (réduction des besoins en énergie pour maintenir une température agréable dans les bâtiments) et des mesures actives (augmentation de l'efficacité de l'utilisation de l'énergie ou possibilité de production d'énergie à partir de sources renouvelables pour une consommation immédiate).

Les activités à financer dans le cadre du présent appel peuvent être liées à des mesures passives ou actives ou aux deux et peuvent concerner les :

- aspects techniques : les technologies actives sont plutôt matures ; le défi consiste à adapter les solutions existantes aux infrastructures, aux schémas d'approvisionnement en énergie et au budget des utilisateurs. Les technologies passives exigent un degré d'adaptation beaucoup plus élevé à des micro-facteurs comme le parc immobilier existant, la densité urbaine, l'orientation et l'exposition, la végétation, etc., et s'appuient davantage sur le savoir-faire disponible localement que les mesures actives qui dépendent davantage sur le transfert de technologie. Les mesures passives sont toutefois moins coûteuses à entretenir si elles sont correctement installées.
- les aspects d'organisation qui diffèrent considérablement entre les technologies actives et passives, les systèmes isolés et ceux interconnectés (par exemple, pour les énergies renouvelables). Mettre l'accent sur les bâtiments publics permet cependant de créer des synergies. Les aspects d'organisation comprennent la définition de réglementations locales, la certification des bâtiments existants, le financement des systèmes mis en place, l'introduction de nouveaux outils de gestion (contrats énergétiques, partenariats public-privé, par exemple), la facturation et les tarifs de rachat pour les mesures actives, le suivi et l'entretien des installations et leur éventuelle connexion au réseau électrique.
- les aspects institutionnels qui concernent la mise en place d'un cadre réglementaire stable à long terme permettant notamment de recouvrir les coûts des investissements.
- les aspects de sensibilisation et de formation liés à la promotion de solutions possibles, à la mise en réseau des parties prenantes et des prestataires de services, à la sensibilisation des utilisateurs potentiels sur les avantages et les coûts et à la modération des attentes irréalistes.

Les secteurs inclus dans cette priorité de l'appel sont les prestataires de services liés à l'énergie et les services publics, les régulateurs de l'énergie, les industries impliquées dans le développement et l'installation de composants d'efficacité énergétique, le bâtiment public, les instituts de recherche, les organismes de formation et d'enseignement ainsi que les organisations de la société civile.

Les projets devraient décrire comment ils s'appuient sur et complètent des initiatives existantes et récentes, en particulier les projets pertinents financés par le Programme IEVP CT Med 2007-2013 et les projets approuvés dans le cadre du premier appel du Programme IEVP CTF Med 2014-2020. Par ailleurs, la

directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments<sup>31</sup>, les stratégies de spécialisation intelligente, les programmes des fonds structurels et d'investissement européens (FESI), le programme Horizon 2020, la facilité 'Connecting Europe'<sup>32</sup>, les programmes Interreg de Coopération Territoriale Européenne et les initiatives de bailleurs de fonds internationaux et d'acteurs privés devraient être pris en compte.

Les demandeurs et partenaires potentiels incluent : les organismes publics propriétaires et gérants de bâtiments, les institutions en charge du développement et de l'installation de dispositifs « hardware » et « software » en matière d'énergie (aussi bien actifs que passifs), les institutions techniques et de recherche, les autorités régionales et nationales chargées de la réglementation du secteur, les organismes chargés de la formation et de l'éducation ainsi que les organismes de la société civile (par exemple les ONG environnementales et les initiatives citoyennes).

## 2.6 Axes sectoriels potentiels pour les projets relevant de l'Objectif Thématique 4

L'accent mis sur les aspects environnementaux, l'énergie et les services publics souligne la nécessité de développer ou d'adapter des technologies propres et efficaces, d'améliorer et de moderniser les infrastructures et, enfin, d'améliorer le suivi et la responsabilisation.

Les actions peuvent conduire au développement d'innovations techniques, de processus et organisationnelles et à la création d'emplois dans l'économie verte, la fourniture de services d'utilité publique et la gestion de réseaux d'infrastructure gérés à la fois par le secteur public mais également par des partenariats public-privé.

Les secteurs complémentaires importants comprennent les TIC, le conseil, l'ingénierie et la construction, les études de marché, les relations publiques, les activités d'information et de communication, la formation, etc. Ces secteurs peuvent accompagner les changements institutionnels, techniques et organisationnels à réaliser dans le cadre du Programme grâce à l'innovation, la fourniture de matériaux et d'expertise, la sensibilisation et le renforcement des capacités.

Enfin, le secteur public au sens strict du terme joue également un rôle important en tant que législateur, promoteur, créateur de mesures d'incitation et régulateur.

Les secteurs spécifiques liés à la Priorité B.4.1 relative à l'eau comprennent la recherche et le développement sur l'alimentation en eau, le transport et l'assainissement, ainsi que l'exploration et l'utilisation de technologies de substitution pour l'exploitation et l'élimination des eaux usées. De telles solutions technologiques nécessitent également un soutien spécifique en matière de programmation informatique, d'activités de conseil et d'activités TIC connexes pour le suivi et la prise de décisions, tant pour les entités centralisées que décentralisées, ainsi que pour les consommateurs.

Les secteurs spécifiques liés à la Priorité B.4.2 sur les déchets incluent la recherche et le développement sur la collecte, le traitement, l'élimination, le stockage, la récupération des matériaux et les services de gestion. Dans des cas spécifiques, les constructeurs d'installations de gestion des déchets peuvent jouer un rôle auxiliaire. En outre, les services de conseil en gestion, ingénierie et les services de conseil technique connexes sont des secteurs cruciaux liés à la réorganisation nécessaire des organismes de collecte et d'élimination des déchets en services de gestion intégrée des déchets.

<sup>31</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32010L0031&from=FR>

<sup>32</sup> <https://ec.europa.eu/inea/en/connecting-europe-facility>

Les secteurs spécifiques liés à la Priorité B.4.3 sur l'énergie comprennent les services d'architecture et d'ingénierie et les services de conseil technique connexes, en mettant l'accent sur la conception des systèmes énergétiques (en particulier l'énergie passive), les fournisseurs et les installateurs de dispositifs permettant les économies d'énergie et d'applications génératrices d'énergie, la programmation informatique, les activités de conseil et les activités TIC connexes, le comptage et la facturation intelligents et enfin la gestion du parc immobilier.